

ASSEMBLÉE NATIONALE

15 mars 2019

SYSTÈME DE SANTÉ - (N° 1767)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 1383

présenté par

M. Ratenon, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
Mme Ressiguiier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 23, insérer l'article suivant:**

Le Gouvernement remet au Parlement, dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la présente loi, un rapport évaluant le coût et l'opportunité de la création d'une école normale de médecine chargée de pré-recruter et de former un corps de médecins fonctionnaires à déployer sur l'ensemble du territoire pour lutter contre les déserts médicaux.

Ce rapport évalue en outre les effets directs anticipés de ce dispositif en ce qui concerne l'évolution des recettes et des dépenses de la sécurité sociale, l'égalité d'accès à la santé et l'état de santé de la population.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les déserts médicaux portent atteinte à l'égalité d'accès aux soins. La télémédecine à elle-seule ne pourra pas résoudre ce grave problème. Les processus d'incitation à l'installation sont coûteux et se sont révélés inefficaces. Aussi, les auteurs de l'amendement proposent le déploiement d'un corps de médecins-fonctionnaires déployables sur l'ensemble du territoire. Plutôt que d'inciter ou de contraindre les médecins libéraux, la société se doterait ainsi d'un corps de professionnels de santé cultivant le sens du service public et aptes à éradiquer pour de bon les déserts médicaux.